

63030

IDRC-Lib 52
63030



ALLOCUTION PRONONCÉE PAR

IVAN L. HEAD

À LA

RÉUNION DU

COMITÉ PERMANENT DES AFFAIRES EXTÉRIEURES

ET DE LA DÉFENSE NATIONALE

LE 28 MAI 1985.

170 2110
4600
no. 119 F.

IDRC-dcc-450 F

Monsieur le Président,

En créant le CRDI en 1970, avec l'appui unanime de la Chambre, le Parlement reconnaissait trois réalités :

1) les difficultés des pays en développement prenaient de l'ampleur, portant ainsi préjudice à long terme aux pays industrialisés, tant au point de vue politique qu'économique, environnemental et moral;

2) le fardeau que représentait le développement de ces pays ne pouvait être porté, principalement ou indéfiniment, par les nations industrialisées; les pays en développement devaient acquérir les compétences nécessaires pour régler leurs propres problèmes;

3) l'incapacité des pays en développement de régler ou même d'identifier un grand nombre de leurs problèmes était causée, en grande partie, par leur manque de compétence scientifique et technique; la plus grande partie des recherches dépassait leurs capacités ou ne répondait pas à leurs besoins.

Les scientifiques des pays en développement n'avaient mené que peu de recherches pour augmenter la production alimentaire, pour avoir de meilleurs services de santé, pour abaisser le taux d'analphabétisme et pour résoudre les problèmes économiques. Très peu mettaient en doute et les avantages et le caractère à long terme de telles recherches -- devaient-elles s'avérer efficaces. Après tout, lorsque la Fondation Rockefeller avait ouvert la voie

en fondant le Centre international d'amélioration du maïs et du blé, au Mexique, et l'Institut international de recherches sur le riz, aux Philippines, on avait reconnu qu'il s'agissait d'une initiative majeure pour augmenter la production alimentaire en Asie -- la "révolution verte", comme on disait -- qui a permis à l'Inde, aux prises avec un déficit alimentaire alarmant durant les années 60, de devenir aujourd'hui un pays à excédent d'exportation. Toutes ces recherches, et le travail indispensable de vulgarisation, se sont étendus sur plus d'un quart de siècle, mais la récolte a été généreuse et l'investissement, relativement modeste.

Au cours du débat qui a eu lieu à la Chambre des Communes lorsqu'a été proposée la loi en deuxième lecture, M. Alfred Hales, député, disait ceci :

"J'ai toujours été de ceux qui estiment bien préférable d'enseigner comment on fait pousser un boisseau de grain que de donner l'argent pour l'acheter. J'espère que le projet de loi dont nous sommes saisis découle de ce principe. Tout ce que nous pouvons faire dans ce sens pour encourager et soutenir la recherche sur le plan international doit être fait."

Au cours de ce même débat, on citait l'américain Peter Drucker, un consultant en gestion bien connu. Dans l'un de ses ouvrages, "La Grande mutation vers une nouvelle société", Drucker souligne le besoin d'une activité de recherche continue, surtout dans le domaine de l'agriculture, où la recherche biologique est, par définition, à long terme. Ainsi en est-il des suites à donner aux résultats de recherches obtenus dans les stations pour les appliquer chez les petits cultivateurs. Drucker écrivait en 1968 :

"Dans les pays développés, l'agriculture a été le principal moteur de la croissance économique au cours des vingt dernières années. La productivité de ces pays (la Russie et ses satellites exceptés) s'est accrue plus rapidement dans l'exploitation agricole qu'à l'usine. Pourtant, la révolution technologique de l'agriculture avait vu le jour bien avant 1913. La technologie agricole "moderne" -- tracteurs, engrais, semences et races sélectionnées -- était monnaie courante depuis bien des années. Le fermier "compétent" d'aujourd'hui est sur le point d'atteindre le niveau de productivité et de rendement de la "ferme modèle" de 1913."

C'est cette conscience qu'il n'y a de recherches qu'à long terme, et non sans risques, qui a incité l'Opposition, lors du débat en comité, à vouloir renforcer le caractère indépendant et la dimension internationale du Centre que la loi devait créer. On a beaucoup discuté de l'importance d'avoir un Conseil des gouverneurs qui possède de telles qualités de même qu'une compétence scientifique et une expérience du développement. On a aussi mis l'accent sur le besoin d'instituer des recherches conduisant à l'autosuffisance. Le député Gordon Fairweather disait ceci :

"Telle est donc la question cruciale. Si le développement ne dépasse pas l'accroissement démographique, une crise morale intolérable attend les pays riches d'ici l'an 2000. En outre, c'est une crise qui ne saurait être réglée par des palliatifs comme l'assistance alimentaire."

Les Conseils des gouverneurs du CRDI ont répondu fidèlement aux attentes du Parlement. L'indépendance du Centre et ses qualités exceptionnelles ont incité certains des experts en développement et des scientifiques les plus en vue dans le monde à venir y travailler. Vous retrouverez le nom de certains de ces gouverneurs dans le document d'information qui a été distribué. Les différents Conseils ont voulu que les recherches subventionnées par le Centre soient pratiques et applicables; qu'elles soient menées à l'avantage de la couche la plus pauvre de la population; que les projets soient proposés par les scientifiques des pays en développement; que ceux-ci conduisent et administrent eux-mêmes les recherches, de sorte que le pays en développement lui-même en tire profit. Le premier Conseil à diriger le Centre a orienté ses activités agricoles vers les régions semi-arides des tropiques, surtout en Afrique. Le Centre a ouvert la voie à plusieurs travaux sur le Sahel, par exemple. La seule modification importante à cette lancée a été la recherche en collaboration, entreprise conjointement par un pays en développement et des scientifiques canadiens, au sein d'un programme mis sur pied à la demande du gouvernement du Premier ministre Clark, en 1979.

Selon ses statuts, le Centre possède une responsabilité particulière, celle d'aider les pays en développement à acquérir, conserver et utiliser de la documentation scientifique, afin que ces pays restent bien informés, même si la somme d'informations ne cesse d'augmenter. L'exercice de cette responsabilité a conduit le Centre à concevoir et à perfectionner un système de gestion des données bibliographiques -- un logiciel -- fonctionnant sur un mini-ordinateur. Le MINISIS, comme on l'appelle, est reconnu comme le plus puissant système au monde. Y ont accès, sans aucuns frais, les pays en

développement et les institutions publiques, au Canada et en quelques autres endroits. Le système est offert en vente au secteur privé, et fonctionne en chinois, arabe, russe, thaïlandais et cinq langues européennes. Cent vingt-cinq institutions, dans six continents, utilisent MINISIS dans le monde. De plus, MINISIS assure la gestion des dossiers, ceux par exemple de la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, le Sénat français, l'Agence pour le développement international, des États-Unis, et plusieurs ministères du gouvernement du Canada. Il traite, bien sûr, les propres bases de données du CRDI; ces bases sont accessibles par l'intermédiaire de notre ordinateur, sans aucuns frais, pour cent trente-huit usagers canadiens, des universités pour beaucoup.

Le Centre dispose d'une subvention du Parlement du Canada dont le montant s'élève à 86 millions de dollars pour l'année fiscale actuelle, soit 4,11 % de l'APD.

Si, pour évaluer le CRDI, on pense au temps qu'il faut, dans les pays industrialisés, pour réaliser les grands projets de recherche, alors les projets du CRDI sont embryonnaires. Malgré cela, ses succès ont déjà incité un certain nombre d'autres gouvernements à le prendre pour modèle dans leurs propres pays. La Suède, l'Allemagne de l'Ouest, les Pays-Bas, les États-Unis et l'Australie ont tous créé des organismes d'aide à la recherche, subventionnés à même les fonds publics. Il y a quelques années, le CRDI a incité ces organismes à instaurer d'étroites relations entre eux afin qu'ils puissent coopérer. Plus récemment, le Centre a mis sur pied un système collectif et informatisé pour la gestion des dossiers de projets.

Pour terminer, Monsieur le Président, puis-je ajouter que le CRDI travaille d'abord et avant tout sur le terrain. Comme le document d'information l'indique, le CRDI possède six grands bureaux régionaux en Asie, en Amérique latine, en Afrique et au Moyen-Orient. À partir de ces bureaux et d'Ottawa, le personnel des programmes se déplace continuellement pour promouvoir la recherche et la guider. Il s'agit de scientifiques d'envergure mondiale, riches d'une longue expérience des pays en développement. Leur calibre fait l'envie de tous les organismes d'aide à la recherche; ils sont l'épine dorsale du Centre. Je suis fier d'eux, je suis fier du Centre. Et je sais que les Canadiennes et les Canadiens que ces questions intéressent éprouvent autant de fierté. Il y a quelques années, "Sélection du Reader's Digest" a consacré tout un article au CRDI, qui s'intitule : "Aide pratique à l'étranger".

Monsieur le Président, mes collègues et moi-même serions heureux de répondre aux questions des membres du Comité.